

DREAL-UID Gard- Lozère
Cellule Carrières
4, avenue de la gare / BP132
48005 MENDE Cedex

Mende, le 2 décembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS OP carrière de schiste

Lachamp
48100 Lachamp-Ribennes

Références : 2024-12-
Code AIOT : 0018100094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement SAS OP carrière de schiste implanté La Bouffio Bas 48100 Lachamp-Ribennes. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS OP carrière de schiste
- La Bouffio Bas 48100 Lachamp-Ribennes
- Code AIOT : 0018100094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière exploite un gisement de schiste qui sera classé dans le schéma régional des carrières à venir comme gisement de "roche ornementale et de construction". Le schiste extrait à l'aide d'un engin est clivé et taillé sur place, à la main, pour produire des lauzes de couverture. La carrière est autorisée pour une extraction maximale de 1300 tonnes par an. L'exploitant a déclaré une extraction de 200 tonnes en 2023 et 1100 tonnes en 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aménagement préliminaire	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Exploitation à ciel ouvert	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
5	Plan de gestion des déchets issus de	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'extraction			
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/01/2004, article 9.1.1	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet
4	Plan de carrière	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objectif de suivre le traitement des non-conformités relevées lors de la précédente visite d'inspection, qui a eu lieu le 4 mai 2023. La visite du 4 mai 2023 a relevé 7 non-conformités, telles que l'exploitation non-conforme au plan de phasage, l'exploitation hors du périmètre d'extraction autorisé (non-respect de la bande de 10 m prescrit par l'arrêté ministériel), l'absence de clôture et de signalisation, et l'absence d'une aire étanche pour le ravitaillement.

Lors de la visite d'inspection, objet du rapport, l'inspection constate que les non-conformités relevées lors de la visite de 2023 n'ont pas été résorbées. La mise en conformité sur ces points fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement préliminaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5
Thème(s) : Situation administrative, repères de nivellement et de bornage
Prescription contrôlée : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Lors de la visite d'inspection de 2023, l'inspection avait constaté que le bornage n'était pas complet, notamment, entre le périmètre ICPE et la parcelle voisine, et entre le périmètre ICPE et le chemin communal. De plus, l'inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas mis en place une borne de nivellement. Cette borne permet de garantir le respect de la cote de fond fouille d'extraction fixée à 1007 m NGF. Lors de la visite de 2024, l'inspection constate que l'exploitant a mis en place une clôture entre le périmètre ICPE et la parcelle voisine n°607. Cependant, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas mis en place une clôture entre le périmètre ICPE et la parcelle n°780. L'inspection constate également que l'exploitant n'a pas installé la borne de nivellement requise.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'installer une clôture sur l'ensemble de son périmètre autorisé et d'installer une borne de nivellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, interdiction d'accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones Clôturées.
Constats : Lors de la visite d'inspection de 2023, l'inspection avait constaté que l'accès aux zones dangereuses n'était pas empêché par un dispositif efficace et que le site ne disposait pas de pancarte signalant un danger. Lors de la visite, l'inspection constate que l'exploitant a mis en place, sur les clôtures installées, des pancartes signalant un danger. L'exploitant devra également disposer des pancartes signalant un danger sur les clôtures qu'il reste à installer (constat n°1).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, bande des 10 mètres
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : Lors de la visite de 2023, l'inspection avait constaté que la bande de 10 m, correspondant la distance minimale entre un front d'extraction et le périmètre autorisé, n'était pas respectée. Par courrier reçu le 30 juin 2023, l'exploitant s'était engagé à rétablir la bande des 10 m. Lors de la visite, l'inspection constate que plusieurs fronts sont à une distance inférieure de 10 m par rapport au périmètre d'extraction. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 14.1 de

l'arrêté ministériel.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de rétablir la bande des 10 m sous un délai de 9 mois. Il est également à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 1 mois, un échéancier des travaux prévus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 4 : Plan de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté un plan topographique du site datant du 28/08/2023. Conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1944 et à 2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004, le plan d'exploitation doit être mis à jour annuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des déchets issus de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
Thème(s) : Situation administrative, Gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de

<p>prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</p> <p>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</p> <p>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</p> <p>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</p> <p>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</p> <p>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</p> <p>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de 2023, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un plan de gestion des déchets issus de l'extraction. Par courrier, l'exploitant s'était engagé à mettre en place le plan de gestion des déchets issus de l'extraction.</p> <p>Lors de la visite de 2024, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas établi de plan de gestion de déchets issus de l'extraction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé, sous un délai de 6 mois, à l'exploitant d'établir et de transmettre le plan de gestion des déchets issus de l'extraction.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque pollution du sol/des eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de 2023, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne disposait pas d'une aire étanche pour le ravitaillement de la pelleteuse. Par courrier reçu le 30 juin 2023, l'exploitant s'était engagé à réaliser une aire étanche pour le ravitaillement de la pelleteuse.</p> <p>Lors de la visite de 2024, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas réalisé l'aire étanche.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé, sous 6 mois, à l'exploitant de réaliser une aire étanche pour le ravitaillement des</p>

engins conformément à l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/01/2004, article 9.1.1
Thème(s) : Situation administrative, conduite de l'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La carrière sera exploitée et remise en état conformément aux plans et données techniques présentées dans le dossier de la demande modifiée et complétée pour tenir compte des dispositions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de 2023, l'inspection avait constaté que l'exploitant ne respectait pas le plan de phasage prescrit par l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004. Suite à la visite, l'exploitant devait déposer un porter à connaissance portant sur le nouveau programme d'exploitation par phases quinquennales, jusqu'à la fin de l'autorisation, et sur le nouveau calcul des garanties financières associées à chacune des phases.</p> <p>Lors de la visite de 2024, l'inspection constate que l'exploitant n'a pas déposé de porter à connaissance portant sur les éléments demandés.</p> <p>L'exploitation actuelle sans modification actée de la part de l'inspection est une non-conformité à l'article 9.1.1 de l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2004</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 3 mois, un porter à connaissance sur la modification de phasage pour les phases quinquennales restants (2024-2029, 2029-2034) avec les montants des garanties financières associées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois